

Une agriculture sans pesticides est possible : ces agriculteurs nous le montrent !

A l'initiative d'Alain Davy, agriculteur autrefois usager de pesticides en tous genres, a été créé dans l'Orne, en Normandie, un **CIVAM** (Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture le Milieu rural). Et parmi ses engagements : ne plus utiliser de pesticides, en particulier le très **controversé et redouté glyphosate**. L'expérience de certains agriculteurs nous montre que les choses sont possibles autrement.



Une CIVAM garantie sans pesticides

Franceinfo est allé **à la rencontre de ces agriculteurs** de l'Orne qui ont décidé pour différentes raisons de cesser leur utilisation de glyphosate, et de pesticides en général.

Alain Davy utilisait des pesticides en grandes quantités avant d'assister à une réunion avec le syndicat d'eau potable d'une commune voisine.

Et là, stupeur : on lui signalait des taux de pesticide dans l'eau deux à trois fois supérieurs aux normes.

"Ça m'a choqué qu'on retrouve les pesticides que j'utilisais. Je me suis dit : il faut que je change mon fusil d'épaule", reconnaît-il courageusement.



C'était en 2005, et ce déclic s'est matérialisé par la création d'un CIVAM, avec 9 autres agriculteurs de la région. Le but ? Aider les agriculteurs dans la transition vers un mode de production plus respectueux de l'environnement, tout en restant productif. Cela fait donc 12 ans qu'Alain Davy n'utilise plus de *glyphosate* et il affirme :

"Moi j'y crois. Désormais, je suis bien dans mes baskets".

Les dommages du travail de la terre, moins importants que ceux des intrants

Pour se passer de *glyphosate*, les membres de ce CIVAM dans l'Orne ont opté pour un plus grand travail de la terre, c'est-à-dire une plus grande importance accordée au labour, au travail mécanique de la terre. Les machines ont été achetées en coopération et sont utilisées par tous les agriculteurs membres. Malgré une baisse de production de 20% pour Alain Davy, ce dernier assure qu'en se passant de pesticides, ses coûts intermédiaires ont baissé de manière "phénoménale".

Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, **a annoncé ce matin** que la France s'opposerait au "prolongement de l'autorisation par l'UE du glyphosate pendant dix ans". Il se pose comme objectif d'élaborer un calendrier de sortie,

"le calendrier le plus rapide, mais qui devra trouver la bonne trajectoire pour permettre la transition nécessaire, notamment dans les professions agricoles".

Il a également affirmé ne pas avoir reçu (et ne pas souhaiter recevoir) les lobbies, en particulier celui des pesticides. On ne peut que lui en être reconnaissant.

Seulement, la perspective de cette interdiction n'est pas toute rose. **L'Apad** (Association pour la promotion d'une agriculture durable) **dénonce** en particulier le fait que la suppression du *glyphosate* en l'absence de solution alternative entraînera une augmentation du travail des sols, et du labour

"qui dégrade les sols, les appauvrit et détruit les processus de régulation biologique".

Ce que cette association dénonce **dans un communiqué** une interdiction prématurée... sans pour autant fournir de solution claire.

Une autre agriculture est possible

Pour le moment donc, et par mesure de prudence, il reste probablement souhaitable de renoncer, comme l'ont fait ces agriculteurs normands, à l'utilisation de pesticides et en particulier de *glyphosate*, car même si son caractère cancérigène reste sujet **de débats houleux**, il n'y a pas de fumée sans feu. Les faits sont là : l'expérience d'Alain Davy et de ses collègues prouvent qu'une autre agriculture est possible, est viable.

Abandonner le tout chimique pour le tout mécanique peut être une solution de transition car les sols sont dégradés moins rapidement, mais ils le demeurent. C'est pourtant **l'alternative la plus évidente** qui s'offre pour le moment aux agriculteurs qui souhaitent conserver une production élevée et un minimum de rendement...

Un premier pas est déjà fait vers une agriculture durable et respectueuse de l'environnement !